



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1<sup>er</sup> au 13 mars 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 22/3/2017.

## Faits saillants

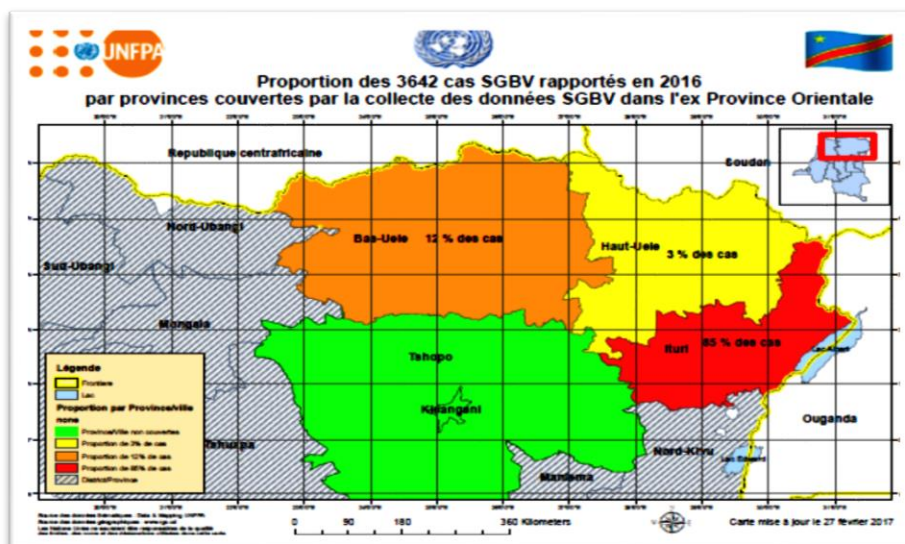
- **L'épidémie de choléra se stabilise dans le Territoire de Mambasa.**
- **85% des 3 642 cas de violences sexuelles basées sur le genre rapportés dans l'ancienne Province Orientale se sont produits en Ituri.**
- **Plus de 11 600 personnes retournées victimes de conflits fonciers attendent une aide au retour.**

## Aperçu de la situation

Le 9 mars dernier, le gouverneur de la Province de l'Ituri a déclaré l'épidémie de choléra dans le Territoire de Mambasa dont l'épicentre se trouve à Mutchatcha dans la Zone de santé de Niania. La Division Provinciale de la Santé (DPS) a enregistré 341 cas dont 32 décès du 23 février au 08 mars. Grâce à la riposte apportée par la DPS et les acteurs humanitaires, à travers la prise en charge médicale et des interventions en eau, hygiène et assainissement ainsi que la sensibilisation communautaire des acteurs humanitaires, la situation est présentement sous contrôle. Cependant, les affrontements survenus le 10 mars à Mutchatcha entre les militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les miliciens Mayi-Mayi font craindre la propagation de cette épidémie dans les provinces voisines de la Tshopo et du Bas-Uélé. Pour rappel, ces combats ont entraîné un déplacement de population de Mutchatcha, dont on ne connaît pas encore les statistiques, vers l'Aire de santé de Badengayido et autres villages périphériques.

Entre le 1<sup>er</sup> décembre 2016 et le 28 février 2017, la DPS de la Tshopo a rapporté 331 cas de choléra dont 24 décès soit une létalité de 7%. Cette propagation se fait à partir de la Zone de santé de Niania, dans le carré minier de Mutchatcha en Ituri, où nombre de mineurs se seraient repliés dans la Tshopo et le Bas-Uélé, dont ils seraient originaires. Dans le Bas-Uélé, la Zone de santé d'Aketi a signalé 73 cas dont 1 décès depuis le 23 janvier. Le choléra sévit dans cette zone à cause de sa proximité avec des zones de santé en épidémie dont celles de Yalimbongo et de Lolo, respectivement dans les Provinces de la Tshopo et de Mongala.

Depuis décembre dernier, plus de 11 600 personnes retournées sur l'axe Ndrele – Ngote dans le Territoire de Mahagi, Province de l'Ituri, vivent dans la précarité et sans assistance humanitaire. Ce mouvement de retour représente 78 % de l'ensemble des déplacés, soit plus de 14 800 personnes. Le rapport de la mission d'évaluation du mécanisme de [Réponse rapide aux mouvements de population](#) (RRMP), effectuée du 3 au 5 mars sur cet axe, note d'énormes besoins dans tous les secteurs. Il y a nécessité d'organiser une assistance pour accompagner ce retour et renforcer la résilience communautaire. Une intervention en eau, hygiène et assainissement ainsi qu'une foire aux articles ménagers essentiels et abris est en préparation en faveur de ces personnes. Une assistance en sécurité alimentaire est aussi planifiée pour les jours à venir. Des conflits fonciers, signalés en avril 2016 dans les localités de Jupamula, Wi'o, Jupa Ng'eya, Jupa Nyarunorhe et Jupa Muzi avaient causé le déplacement de populations vers Mahagi centre et autres villages périphériques.



En 2016, 3 642 cas de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) ont été rapportés dans les provinces du Bas-Uélé, Haut-Uélé et de l'Ituri par la Composante Data & Mapping constituée du [Fonds des Nations Unies pour la population](#) (FNUAP), du Bureau Genre ainsi que d'ONG. La Province de l'Ituri concentre à elle seule 85% des cas, le Bas-Uélé détient 12% des cas et le Haut-

Uélé 3% cas. Les viols viennent en tête avec près de 60% des cas, suivis des mariages forcés (environ 30%). S'agissant des victimes, 89% sont des mineures. Parmi les présumés auteurs, les civils occupent la première place (81%), les milices et groupes armés représentent 12 % alors que les forces de l'ordre (armée et police) représentent 7%. On note que la prise en charge sectorielle s'est améliorée dans les volets médical et psychosocial mais qu'elle reste très faible dans les volets juridique & judiciaire ainsi que dans celui de la réinsertion socioéconomique. Pour rappel, en 2015, 3 573 cas de VSBG avaient été rapportés dans les provinces susmentionnées.

Le Territoire d'Aru, dans la Province de l'Ituri, fait les frais de l'insécurité qui prévaut au Soudan du Sud. Ce contexte menace la protection des membres de la communauté locale et celle des réfugiés. Selon un rapport de suivi de protection datant du 14 mars, des hommes armés Sud-Soudanais ont enlevé un réfugié, le 13 mars à Kengezi base, une localité située à la frontière entre les deux pays. La veille, des militaires de la SPLA (armée sud-soudanaise) ont kidnappé un retourné dans le village d'Abhorotoalors qu'il revenait du Soudan du Sud pour se ravitailler en denrées alimentaires. Ces enlèvements interviennent après celui de janvier dernier dans la région de Kengezi base. Entre les 23 et 29 janvier derniers, une cinquantaine d'éléments de SPLA avaient enlevé deux réfugiés à Kengezi Base. Selon le suivi de protection, les incursions récurrentes d'éléments de la SPLA et d'hommes armés dans certaines localités limitrophes du Soudan du Sud plongent les populations autochtones dans la peur. Ainsi, les acteurs de protection plaident pour un renforcement de la sécurité dans cette région afin d'assurer la protection des civils.

71 519

réfugiés Sud-Soudanais vivent en Ituri et dans le Haut-Uele depuis 2015.

## Besoins et Réponses humanitaires



### Protection

- L'ONGI Samaritan's Purse a lancé, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, un projet de Protection « Zuwa Kimia » dans le Territoire de Faradje dans la Province du Haut-Uélé. Ce programme, qui a ciblé 3 186 personnes (femmes, filles, orphelins et autres enfants vulnérables), s'est assigné l'objectif d'améliorer l'environnement protecteur et le bien-être des populations vulnérables à travers des approches communautaires, basées sur les confessions religieuses et les leaders communautaires locaux. Ce projet de deux ans, financé par Samaritan's Purse Canada, vient répondre aux problèmes de protection, notamment les VSBG identifiées dans la zone d'intervention.



### Sécurité alimentaire

- Entre les 15 et 28 février, l'ONG Samaritan's Purse a distribué 86 tonnes de vivres à près de 23 000 personnes (élèves, cuisiniers et enseignants) de 46 écoles primaires sur les axes Komanda – Luna et Bogoro – Gety – Aveba dans le Territoire d'Irumu, Province de l'Ituri. Cette assistance s'inscrit dans le cadre du projet de cantine scolaire, appuyé par le Programme alimentaire mondial (PAM). Sur la même période, le PAM a distribué 157 tonnes de vivres à plus de 11 000 personnes déplacées internes (PDI) récemment arrivées sur les axes Komanda – Mambasa et Tshabi – Mambasa. Depuis 2014, les régions de Komanda et Mambasa hébergent près de 90 000 PDI du Nord-Kivu.
- En réponse aux besoins des PDI dans le Territoire de Mambasa, Samaritan's Purse a organisé une distribution générale des vivres en faveur de 11 428 personnes sur l'axe Makeke – Bela – Makumo – Biakato entre les 22 et 25 février. Cette assistance s'inscrit dans le cadre du programme « USAIDizi » financée par USAID, Alors qu'environ 5 820 PDI et personnes vulnérables ont bénéficié d'un dernier cycle de foires aux vivres sur l'axe Niania – Bafwanduo du 22 au 25 février. Cette assistance vient combler un gap signalé depuis plusieurs mois.

## Chiffres clés

3 642

cas de VSBG enregistrés dans les provinces du Bas-Uélé, du Haut-Uélé et de l'Ituri au cours de l'année 2016

425 182

personnes sur 5 347 332 sont en insécurité alimentaire aiguë en Ituri, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017

58 409

personnes sur 1 119 134 sont en insécurité alimentaire aiguë dans le Bas-Uélé, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017

82 529

personnes sur 2 384 547 sont en insécurité alimentaire aiguë dans la Tshopo, selon le 14<sup>ième</sup> Cycle de l'IPC de juin 2016 à janvier 2017

71 519

réfugiés Sud-Soudanais enregistrés dans le Haut-Uélé et en Ituri au 5 mars 2017

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Yvon Edoumou**, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), tél. +243 81 706 1213

**Serge le Grand Mabaluka**, Reporting Assistant, OCHA Bunia, [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org), tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572

Pour plus d'informations, consultez : [Humanitarianresponse.info/RDC](http://Humanitarianresponse.info/RDC); [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int); [www.unocha.org](http://www.unocha.org)

Afin de recevoir (ou ne plus recevoir) ce bulletin d'informations, veuillez envoyer un courriel à [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org)